

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 8 octobre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la publication des arrêts du Conseil d'Etat", a donné le 30 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 oktober 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de publicatie van de arresten van de Raad van State", heeft op 30 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Portée du projet.

Ainsi que l'a confirmé le délégué du ministre, le projet a pour seul objet d'assurer l'exécution de l'article 28, alinéa 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par la loi du 4 août 1996, dans lequel il trouve son fondement législatif. Cet article dispose que :

"Le Conseil d'Etat en assure la publication dans les cas, les formes et les conditions déterminés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres".

La réglementation en projet ne porte donc pas préjudice à l'application de l'article 28, alinéa 3, des mêmes lois, également modifié par la loi du 4 août 1996 et aux termes duquel les arrêts du Conseil d'Etat sont accessibles au public.

Cet alinéa 3 permet à toute personne de consulter au greffe le texte entier de tout arrêt du Conseil d'Etat et d'en prendre copie, moyennant paiement des droits, sans que les restrictions contenues dans le projet puissent lui être opposées, sous réserve évidemment de l'application éventuelle d'autres dispositions législatives.

Le projet, qui organise la publication des arrêts de la section d'administration par le Conseil d'Etat, est également étranger au régime spécial de publication

.../...

qu'organisent l'article 39 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 et l'article 20 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991.

Sur le vu de son fondement législatif qui gît exclusivement dans l'article 28, alinéa 4, des lois coordonnées, il ne s'applique pas davantage aux publications des arrêts de la section d'administration par d'autres personnes de droit public ou de droit privé, ni à la documentation interne régie par l'article 76, § 2, des mêmes lois (1).

B. Conformité de la loi du 8 décembre 1992.

Pris sur le fondement de l'article 28, alinéa 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'arrêté en projet tend à organiser deux modes de publication des arrêts de la section d'administration : une première se ferait sur "un réseau d'informations accessibles au public"; la seconde sur "support magnétique". Selon le rapport au Roi, la première forme de publication consisterait en réalité en une diffusion des arrêts sur un réseau international de télécommunications, à savoir Internet.

(1) Le problème des relations entre la publication des arrêts et la documentation relative à la jurisprudence a été évoqué au cours des travaux préparatoires de la loi du 4 août 1996 (Doc. parl. Sénat, 1995-1996, 1-321/6, page 29). Le ministre a déclaré à cette occasion que la documentation constituait un "système d'information interne" mais que les deux tâches pourraient être couplées.

Il ressort des explications du délégué du ministre que dans le régime organisé par le projet, c'est le texte "brut" des arrêts qui serait seul publié à la fois sur le réseau Internet et sur un support magnétique; les recherches se feraient à l'aide d'un indexeur (Adobe Acrobat).

A la différence du recueil des arrêts du Conseil d'Etat, les nouvelles formes de publication projetées ne contiendront donc pas l'indication de mots clefs ni l'énoncé d'un sommaire, missions qui relèveront dorénavant de la documentation interne.

L'arrêt serait publié tantôt intégralement, tantôt dans une version expurgée; le projet organise à cet égard trois régimes distincts :

- en principe, l'arrêt est publié intégralement sauf si une "partie" demande que l'identité des personnes physiques qu'elle désigne ne soit pas reprise;
- les arrêts rendus en matière de police des étrangers ne sont pas, eux, publiés, sauf décision du premier président pour certains d'entre eux; dans ce cas, l'arrêt publié fait l'objet d'une "dépersonnalisation" préalable;
- les arrêts prononcés entre le 1er janvier 1992 et la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet peuvent être publiés, auquel cas, ils doivent être "entièrement dépersonnalisés", sauf les arrêts rendus en matière de police des étrangers durant cette période, lesquels ne pourront jamais être publiés.

.../...

Un tel système soulève un problème de compatibilité des normes en projet avec la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Il y a lieu de rappeler à cet égard que, lors de sa séance du 14 mai 1996, l'assemblée générale du Conseil d'Etat a marqué son désaccord sur la proposition du ministre de l'Intérieur de mettre les arrêts sur Internet.

a. Application de la loi du 8 décembre 1992.

La diffusion des arrêts sur Internet et leur impression sur un support magnétique constituent un traitement automatisé de données à caractère personnel au sens de l'article 1er, §§ 3 et 5, de la loi du 8 décembre 1992, dès lors que ces arrêts contiennent des données relatives à une personne physique identifiée ou identifiable.

L'article 18 de la loi du 4 août 1996 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ne déroge pas à la loi du 8 décembre 1992. Il n'habilite pas davantage le Roi à s'écarter, dans les arrêtés lui procurant exécution, aux normes que celle-ci édicte.

L'application de la loi du 8 décembre 1992 à la publication des arrêts du Conseil d'Etat a encore été rappelée lors des travaux préparatoires de la loi du 4 août 1996, le ministre déclarant ainsi que la banque de données

.../...

envisagée constitue un fichier auquel s'applique la loi sur la protection de la vie privée (1).

Cette publication ne peut pas s'autoriser de l'exception que prévoit l'article 3, § 2, 2^o, de la loi du 8 décembre 1992; cette exception ne vaut, en effet, que lorsque des traitements portent "*exclusivement*" sur des données à caractère personnel qui font l'objet d'une publicité en vertu d'une disposition légale ou réglementaire (2).

b. Le régime transitoire et les arrêts en matière de police des étrangers.

En vertu des articles 1er, 3 et 7, du projet, les arrêts rendus en matière de police des étrangers ainsi que les arrêts prononcés avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, ne pourront être publiés, s'ils le sont, qu'après avoir été dépersonnalisés.

(1) Doc. parl. Sénat, 1995-1996, n° 1-326/6, page 30.

(2) Lire au sujet de cette exception: M.-H. BOULANGER, C. de TERWANGNE et Th. LEONARD, La protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, J.T. 1993, pages 369 et sv., spéc. ici page 374, n° 24. Ces auteurs, qui citent des exemples d'exceptions admissibles, précisent que la portée de cette exception est limitée; seules les données à caractère personnel doivent faire l'objet du traitement.

Ils échappent ainsi au champ d'application de la loi du 8 décembre 1992 et ne soulèvent donc pas de problème particulier de ce point de vue.

Pour atteindre ce résultat, il faut toutefois qu'ils soient "entièrement dépersonnalisés", c'est-à-dire rendus totalement anonymes.

Cela implique, en premier lieu, que soient supprimées toutes les données permettant d'identifier des personnes physiques, c'est-à-dire non seulement les parties mais aussi toutes autres personnes citées dans l'arrêt, qu'il s'agisse de tiers, de magistrats ou d'avocats.

Il faut, en second lieu, que soient supprimées toutes les données rendant une personne physique identifiable, ce qui peut, dans certains cas, être plus large que "l'identité des personnes physiques" (article 2 du projet) et englober des données permettant d'identifier indirectement une personne (par exemple lieu et date de naissance, combinés avec d'autres éléments spécifiques)(1).

c. Les autres arrêts.

Aux termes de l'article 2 du projet :

(1) M.-H. BOULANGER, C. de TERWANGNE et Th. LEONARD, loc. cit. page 371 et note infrapaginale 11. La proposition citée est devenue la directive C.E. n° 95/46 du 24 octobre 1995. L'article 2, a, donne une définition des personnes identifiables.

"Toute partie à un litige porté devant le Conseil d'Etat peut requérir à tout moment de la procédure et jusqu'à l'arrêt, que lors de la publication de celui-ci, l'identité des personnes physiques qu'elle désigne ne soit pas reprise".

Cette disposition appelle deux observations préalables :

1. Elle ne protège que les parties au procès et non les tiers qui se voient privés de la faculté de demander eux-mêmes au Conseil d'Etat que la publication de l'arrêt ne mentionne pas leur identité, alors même que cet arrêt contiendrait, par hypothèse, des données relatives à leur vie privée.
2. L'omission de l'identité d'une personne physique, à la demande de celle-ci, ne suffira pas dans tous les cas à écarter l'application de la loi du 8 décembre 1992; celle-ci restera applicable si, en dépit de cette omission, la personne reste identifiable indirectement.

Indépendamment même de ces objections, la technique à laquelle recourt l'article 2 du projet (omission à la demande) ne permet pas de satisfaire aux exigences de la loi du 8 décembre 1992.

Le traitement automatisé des arrêts du Conseil d'Etat par référence au contenu intégral de ceux-ci est visé par l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 1^o, de la loi du 8 décembre 1992.

.../...

Ce traitement n'est donc autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi. Or, si l'article 28, alinéa 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, pose le principe de la publication des arrêts du Conseil d'Etat dans les cas, les formes et les conditions déterminés par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres, il ne permet pas pour autant, considéré en lui-même, un "traitement automatisé", au sens de la loi du 8 décembre 1992, des données à caractère personnel contenues dans ces arrêts, aux fins qu'il aurait déterminées.

L'interprétation restrictive est ici de rigueur puisqu'en vertu de l'article 22 de la Constitution chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi. Il convient donc que le législateur se prononce lui même clairement sur la dérogation à la protection de la vie privée.

De surcroît, l'article 8, § 3, de la loi du 8 décembre 1992 renforce les garanties à l'égard des données visées au paragraphe 1er, alinéa 1er, 1^o, en disposant que celles-ci peuvent faire l'objet de traitements par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé "aux seules fins de gestion de leur propre contentieux", donc pour un usage purement interne.

Excédant la gestion interne du contentieux, la publication des arrêts sur Internet ou sur support magnétique doit dès lors se conformer aux conditions qu'énonce le paragraphe 5 de l'article 8 de la loi précitée, lequel exige :

.../...

- un arrêté royal délibéré en conseil des ministres, adopté après l'avis de la Commission de la protection de la vie privée;
- une énumération limitative dans cet arrêté royal des types de données autorisées, des catégories de personnes autorisées à traiter ces données ainsi que de l'utilisation qu'elles peuvent en faire;
- un avis préalable donné chaque fois par écrit à l'intéressé au sujet du traitement.

Le projet à l'examen ne remplit pas ces conditions.

Il n'entre pas davantage dans les prévisions de l'arrêté royal n° 8 du 7 février 1995 :

- l'article 2, 3°, de l'arrêté ne cite pas l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi;
- pour les raisons exposées ci-dessus, l'article 3, § 2, de l'arrêté ne peut davantage être invoqué; de surcroît, le projet ne remplit pas les conditions fixées par l'article 4;
- le consentement implicite qui, selon le délégué du ministre, découlerait de l'absence de demande fondée sur l'article 2 du projet, n'équivaut pas au consentement "par écrit" (et donc exprès) qu'en vertu de l'article 3, § 4, de l'arrêté du 7 février 1995, la personne concernée doit donner au traitement.

.../...

Le délégué du ministre a également évoqué l'existence d'une pratique constante consistant à identifier les arrêts du Conseil d'Etat par l'indication du nom des parties.

Dans son avis n° 07/96 du 22 avril 1996, la Commission de la protection de la vie privée s'est exprimée comme suit à ce sujet :

"La Commission constate qu'en ce qui concerne certaines jurisprudences, comme celle du Conseil d'Etat, il existe depuis un certain temps une pratique visant à identifier les prononcés en se référant, entre autres, aux noms des parties. Toutefois, la Commission estime qu'il est recommandé de réévaluer ces pratiques à la lumière de l'évolution consistant à mettre une telle jurisprudence à la disposition de façon automatisée. Les recherches automatisées habituelles dans du texte libre, disponibles dans les logiciels de consultation des CD-ROMS ou des réseaux comme Internet, permettent en effet d'opérer des sélections dans de vastes recueils de prononcés sur la base des noms des parties, en combinaison avec d'autres critères de recherche, dont on peut déduire de façon systématique des informations concernant la vie privée des personnes identifiées. Selon la Commission, l'apparition de pareilles difficultés en raison de l'évolution technologique doit s'accompagner d'une plus grande retenue lors de la mention de ces données pouvant mener à l'identification des parties dans les chroniques automatisées de jurisprudence et lors de la recherche d'autres systèmes visant à identifier des prononcés judiciaires".

Il faut ajouter qu'un arrêt peut contenir d'autres données sensibles, telles celles qui sont visées par les articles 6 et 7 de la loi du 8 décembre 1992.

Il résulte de ce qui précède que les techniques de publication que prévoit le projet ne peuvent être mises en

.../...

oeuvre que si les arrêts sont d'office entièrement dépersonnalisés, c'est-à-dire ne contiennent plus aucune donnée permettant d'identifier ou de rendre identifiable une personne physique, quelle que soit cette personne.

Encore faudra-t-il donner au Conseil d'Etat les moyens qui sont nécessaires en vue d'accomplir cette tâche qui consiste à rendre anonymes tous les arrêts dont il est chargé d'assurer la publication, à supposer qu'un arrêt ainsi dépersonnalisé soit encore compréhensible.

C. Incompatibilité avec le principe d'égalité.

En prévoyant que les arrêts prononcés en exécution de la loi du 15 décembre 1980 précitée ne sont pas publiés, le projet crée une discrimination entre les nationaux et les étrangers. En effet, certains contentieux, comme l'accès à la profession, les droits politiques, sont tout aussi sensibles que le contentieux des étrangers. Il n'est pas justifié de traiter de manière différente des situations comparables.

ALGEMENE OPMERKINGEN.A. Strekking van het ontwerp.

Zoals de gemachtigde van de minister dit heeft bevestigd, heeft het ontwerp uitsluitend tot doel te zorgen voor de tenuitvoerlegging van artikel 28, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, waaraan het zijn rechtsgrond ontleent. Dit artikel bepaalt het volgende :

"De Raad van State zorgt voor de publikatie ervan in de gevallen, in de vorm en onder de voorwaarden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit".

De ontworpen regeling doet dus geen afbreuk aan de toepassing van artikel 28, derde lid, van dezelfde wetten, dat eveneens is gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996 en luidens hetwelk de arresten van de Raad van State toeganke-lijk zijn voor het publiek.

Dit derde lid biedt iedere persoon de mogelijkheid op de griffie de volledige tekst in te kijken van elk arrest van de Raad van State en er een afschrift van te nemen, tegen betaling van rechten, zonder dat de in het ontwerp vervatte beperkingen hem kunnen worden opgelegd, onder voorbehoud uiteraard van de eventuele toepassing van andere rechtsbepalingen.

.../...

Het ontwerp dat de publicatie regelt van de arresten van de afdeling administratie door de Raad van State, heeft evenmin iets uit te staan met de bijzondere regeling voor de bekendmaking waarin artikel 39 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 en artikel 20 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 voorzien.

Gelet op de rechtsgrond die het ontwerp uitsluitend ontleent aan artikel 28, vierde lid, van de gecoördineerde wetten, is het evenmin van toepassing op de publicatie van de arresten van de afdeling administratie door andere publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen, als op de interne documentatie waarop artikel 76, § 2, van dezelfde wetten van toepassing is (1).

B. Bestaanbaarheid met de wet van 8 december 1992.

Het ontworpen besluit dat wordt uitgevaardigd op grond van artikel 28, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, strekt ertoe te voorzien in twee wijzen van publicatie van de arresten van de afdeling administratie : de eerste zou geschieden "via een informaticanetwerk dat toegankelijk is voor het publiek"; de

(1) Het probleem van het verband tussen de bekendmaking van de arresten en de documentatie betreffende de rechtspraak is ter sprake gebracht tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 4 augustus 1996 (Gedr. St. Senaat, 1995-1996, 1-321/6, blz. 29). De minister heeft naar aanleiding daarvan verklaard dat de documentatie "een intern informatiesysteem" vormt, maar dat beide taken aan elkaar gekoppeld zouden kunnen worden.

tweede "via een magnetische drager". Volgens het verslag aan de Koning zou de eerste vorm van publicatie in werkelijkheid bestaan in een verspreiding van de arresten op een internationaal telecommunicatienetwerk, te weten Internet.

Uit de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg blijkt dat in de regeling waarin het ontwerp voorziet, alleen de "onbewerkte" tekst zowel op Internet als op een magnetische informatiedrager zou worden bekendgemaakt; de opzoekingen zouden geschieden met behulp van de geïndexeerde trefwoorden (Adobe Acrobat).

Anders dan in de verzameling van de arresten van de Raad van State, zullen de ontworpen nieuwe vormen van publicatie dus geen trefwoorden bevatten en evenmin een korte inhoud; die zullen voortaan behoren tot de interne documentatie.

Het arrest zou nu eens volledig, dan weer in een gekuiste versie worden bekendgemaakt; het ontwerp voorziet in dat verband in drie verschillende regelingen :

- in beginsel wordt het arrest volledig bekendgemaakt, behalve als een "partij" vraagt dat de identiteit van de natuurlijke personen die zij vermeldt niet wordt opgenomen;
- de inzake vreemdelingenpolitie gewezen arresten van hun kant, worden niet bekendgemaakt, tenzij de eerste voorzitter besluit sommige ervan toch bekend te maken; in dat geval wordt het bekendgemaakte arrest vooraf "gedepersonaliseerd";

.../...

- de tussen 1 januari 1992 en de datum van inwerking-treding van het ontworpen besluit gewezen arresten, mogen worden bekendgemaakt; in dat geval moeten zij "volledig gedepersonaliseerd" worden, behalve de gedurende die periode inzake vreemdelingenpolitie gewezen arresten, die nooit mogen worden bekendgemaakt.

Zulk een regeling stelt een probleem aan de orde van bestaanbaarheid van de ontworpen rechtsregels met de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

In dat opzicht behoort eraan te worden herinnerd dat de algemene vergadering van de Raad van State, tijdens haar vergadering van 14 mei 1996, niet heeft ingestemd met het voorstel van de Minister van Binnenlandse Zaken om de arresten op Internet te verspreiden.

a. Toepassing van de wet van 8 december 1992.

De verspreiding van de arresten op Internet en het opnemen ervan op een magnetische informatiedrager vormen een geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 1, §§ 3 en 5, van de wet van 8 december 1992, aangezien die arresten gegevens bevatten betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon.

.../...

Artikel 18 van de wet van 4 augustus 1996 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, wijkt niet af van de wet van 8 december 1992. Het machtigt evenmin de Koning om in de besluiten die er uitvoering aan verlenen, af te wijken van de rechtsregels welke die wet vaststelt.

De toepassing van de wet van 8 december 1992 op de publicatie van de arresten van de Raad van State is nog in herinnering gebracht bij de parlementaire voorbereiding van de wet van 4 augustus 1996, toen de minister verklaarde dat de beschouwde gegevensbank een bestand is waarop de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van toepassing is (1).

De uitzondering waarin artikel 3, § 2, 2^o, van de wet van 8 december 1992 voorziet kan niet als grondslag dienen voor die publicatie; deze uitzondering geldt immers alleen wanneer de verwerkingen "uitsluitend" betrekking hebben op persoonsgegevens die krachtens een wets- of verordeningbepaling onder een voorschrift van openbaarmaking vallen (2).

(1) Gedr. St. Senaat, 1995-1996, nr. 1-326/6, blz. 30.

(2) Men leze in verband met die uitzondering : M.-H. BOULANGER, C. de TERWANGNE en Th. LEONARD, La protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, J.T. 1993, blz. 369 e.v., inz. blz. 374, nr. 24. Deze auteurs, die voorbeelden van aanvaardbare uitzonderingen aanhalen, wijzen erop dat de strekking van deze uitzondering beperkt is; alleen de persoonsgegevens moeten worden behandeld.

b. De overgangsregeling en de arresten inzake vreemdelingenpolitie.

Krachtens de artikelen 1, 3 en 7, van het ontwerp, moeten de inzake vreemdelingenpolitie gewezen arresten alsmede de arresten gewezen vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, indien ze worden bekendgemaakt, vóór de publicatie ervan gedepersonaliseerd worden.

Aldus vallen zij buiten de werkingssfeer van de wet van 8 december 1992 en stellen uit dat oogpunt dus geen bijzonder probleem aan de orde.

Om dat resultaat te bereiken moeten zij evenwel "volledig gedepersonaliseerd" worden, dit wil zeggen volledig anoniem worden gemaakt.

Dit impliceert in eerste instantie dat alle gegevens worden geschrapt aan de hand waarvan de natuurlijke personen kunnen worden geïdentificeerd, dit wil zeggen niet alleen de partijen, maar tevens alle andere in het arrest vermelde personen, ongeacht of het om derden, magistraten dan wel om advocaten gaat.

In tweede instantie moeten alle gegevens worden geschrapt aan de hand waarvan een natuurlijke persoon identificeerbaar wordt, hetgeen in bepaalde gevallen ruimer kan zijn dan "de identiteit van de natuurlijke personen" (artikel 2 van het ontwerp) en kan slaan op gegevens op

.../...

grond waarvan een persoon indirect kan worden geïdentificeerd (bij voorbeeld geboorteplaats en -datum, samen met andere specifieke gegevens) (1).

c. De andere arresten.

Artikel 2 van het ontwerp luidt als volgt :

"Iedere partij bij een geschil dat bij de Raad van State aanhangig wordt gemaakt kan op elk moment van de rechtspleging en tot wanneer het arrest wordt uitgesproken, eisen dat bij de publicatie daarvan de identiteit van de natuurlijke personen die zij aanwijst niet zou worden opgenomen".

Bij deze bepaling behoren twee voorafgaande opmerkingen te worden gemaakt :

1. Zij beschermt alleen de betrokken partijen en niet de derden, wie de mogelijkheid wordt ontnomen om zelf de Raad van State te verzoeken dat bij de publicatie van het arrest hun identiteit niet wordt vermeld, terwijl dit arrest veronderstellenderwijs gegevens zou bevatten met betrekking tot hun persoonlijke levenssfeer.

(1) M.-H. BOULANGER, C. de TERWANGNE en Th. LEONARD, loc. cit. blz. 371 en voetnoot 11. Het aangehaalde voorstel is richtlijn E.G. nr. 95/46 van 24 oktober 1995 geworden. Artikel 2, a, geeft een definitie van de identificeerbare personen.

2. Het verzwijgen van de identiteit van een natuurlijke persoon, op verzoek van deze persoon, zal niet in alle gevallen volstaan om de toepassing van de wet van 8 december 1992 af te wenden; deze blijft van toepassing indien de persoon, ondanks dit verzwijgen, indirect identificeerbaar blijft.

Afgezien nog van deze bezwaren, kan aan de hand van de techniek die in artikel 2 van het ontwerp wordt aangewend (verzwijging op verzoek) niet worden voldaan aan de vereisten van de wet van 8 december 1992.

De geautomatiseerde verwerking van de arresten van de Raad van State door verwijzing naar de volledige inhoud ervan, is aan de orde in artikel 8, § 1, eerste lid, 1^o, van de wet van 8 december 1992.

Die verwerking is dus slechts geoorloofd voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden. Welnu, artikel 28, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gaat er weliswaar van uit dat de arresten van de Raad van State bekendgemaakt worden "in de gevallen, in de vorm en onder de voorwaarden vastgesteld bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit", maar maakt zodoende, op zich beschouwd, nog geen "geautomatiseerde verwerking" mogelijk, in de zin van de wet van 8 december 1992, van de persoonsgegevens die in deze arresten zijn vervat, voor de doeleinden die het zou hebben vastgesteld.

.../...

Een interpretatie in strikte zin is hier vereist, aangezien krachtens artikel 22 van de Grondwet ieder recht heeft op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald. De wetgever moet zich dus zelf duidelijk uitspreken over de afwijking van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Bovendien versterkt artikel 8, § 3, van de wet van 8 december 1992 de waarborgen ten opzichte van de gegevens bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1^o, door te bepalen dat deze door natuurlijke personen of door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen "uitsluitend voor het beheer van hun eigen geschillen" mogen worden verwerkt, dus voor louter intern gebruik.

Aangezien de publicatie van de arresten op Internet of op magnetische informatiedrager het interne beheer van de geschillenberechting te buiten gaat, moet zij voldoen aan de voorwaarden gesteld in paragraaf 5 van artikel 8 van de voormelde wet, die als volgt luiden :

- een in de ministerraad overlegd koninklijk besluit goedgekeurd na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;
- een beperkende opsomming in dit koninklijk besluit van de soorten gegevens die mogen worden opgenomen, van de categorieën van personen die gemachtigd zijn om die gegevens te verwerken, alsmede van het gebruik dat zij ervan mogen maken;

.../...

- een voorafgaande, telkens schriftelijke kennisgeving aan de betrokkene in verband met de verwerking.

Het ontwerp dat ter studie ligt voldoet niet aan die voorwaarden.

Het past evenmin in het kader van het bepaalde in het koninklijk besluit nr. 8 van 7 februari 1995 :

- artikel 2, 3°, van het besluit maakt geen melding van artikel 8, § 1, eerste lid, 1°, van de wet;
- om de hierboven uiteengezette redenen kan artikel 3, § 2, van het besluit evenmin worden aangevoerd; bovendien voldoet het ontwerp niet aan de in artikel 4 gestelde voorwaarden;
- de impliciete instemming, die volgens de gemachtigde van de minister zou voortvloeien uit het ontbreken van het verzoek gegrond op artikel 2 van het ontwerp, kan niet worden gelijkgesteld met de "schriftelijke" (en dus uitdrukkelijke) instemming die de betrokken persoon krachtens artikel 3, § 4, van het besluit van 7 februari 1995, voor de verwerking moet verlenen.

De gemachtigde van de minister heeft tevens het bestaan aan de orde gesteld van een vaste praktijk die erin bestaat de arresten van de Raad van State te identificeren door de naam van de partijen te vermelden.

.../...

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft in dat verband het volgende gesteld :

"De Commissie stelt vast dat met betrekking tot bepaalde rechtspraak, zoals deze van de Raad van State, inderdaad sedert geruime tijd de praktijk bestaat om de uitspraken te identificeren onder verwijzing naar onder andere de namen van de partijen. De Commissie acht het evenwel aanbevelenswaardig dergelijke praktijken te herevalueren in het licht van de evolutie om dergelijke rechtspraak op een geautomatiseerde wijze ter beschikking te stellen. De geautomatiseerde zoekroutines in vrije tekst die beschikbaar zijn in consultatiesoftware van CD-ROM's of van netwerken zoals Internet, laten immers toe uit grote verzamelingen van uitspraken selecties door te voeren op namen van partijen in combinatie met andere zoekcriteria waaruit op een systematische manier informatie kan worden afgeleid die behoort tot de persoonlijke levenssfeer van de geïdentificeerde personen. Het ontstaan van dergelijke mogelijkheden ten gevolge van technologische evolutie dient volgens de Commissie gepaard te gaan met een grotere terughoudendheid bij het vermelden van gegevens die kunnen leiden tot de identificatie van de partijen in geautomatiseerde overzichten van rechtspraak en het zoeken naar andere systemen om rechterlijke uitspraken te identificeren".

Voorts dient erop te worden gewezen dat een arrest andere gevoelige gegevens kan bevatten, zoals die waarvan sprake is in de artikelen 6 en 7 van de wet van 8 december 1992.

Uit het voorgaande blijkt dat de publicatietechnieken waarin het ontwerp voorziet alleen kunnen worden aangewend als de arresten ambtshalve volledig gepersonaliseerd zijn, dit wil zeggen geen enkel gegeven meer bevatten aan de hand waarvan een natuurlijke persoon, ongeacht wie deze persoon is, kan worden geïdentificeerd of identificeerbaar kan worden gemaakt.

.../...

Aan de Raad van State dienen evenwel de nodige middelen te worden verstrekt om die taak te vervullen die erin bestaat alle arresten anoniem te maken voor de publicatie waarvan hij moet zorgen, gesteld dat een aldus gedepersonaliseerd arrest nog verstaanbaar is.

C. Onverenigbaarheid met het gelijkheidsbeginsel.

Door te bepalen dat de arresten die worden gewezen ter uitvoering van de voormelde wet van 15 december 1980 niet worden bekendgemaakt, roept het ontwerp een discriminatie in het leven tussen de ingezetenen en de vreemdelingen. De berechting van sommige geschillen, zoals de toegang tot het beroep, de politieke rechten, ligt even gevoelig als de berechting van vreemdelingengeschillen. Vergelijkbare situaties op een verschillende wijze behandelen is niet gerechtvaardigd.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté
par M. M. QUINTIN, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par M. M. BAUWENS, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. QUINTIN, auditeur.
De nota van het Coördinatiebu-
reau werd opgesteld en toegelicht
door de H. M. BAUWENS, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.